



**European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)**

Résolution d'urgence

16/05/2011

Le Congrès de la CES demande au Conseil ECOFIN d'immédiatement changer d'orientation politique

I. La Grèce a besoin de perspectives de croissance et de développement, pas d'une politique d'austérité

L'Europe est à la croisée des chemins. La crise grecque actuelle est la preuve que les tentatives de sauvetage n'ont jusqu'à présent pas réussi à stabiliser durablement la zone euro. Il y a tout juste un an, les chefs d'état et de gouvernement de la zone euro se sont engagés à prêter de l'argent à la Grèce en échange de sévères mesures d'austérité et de coupes sociales profondes annonçant que cela sauverait la zone euro.

Ces sévères mesures d'austérité ont pourtant plongé plus encore l'économie grecque dans la récession, les importantes coupes sociales et salariales mettant la paix sociale en danger. En 2010, le gouvernement grec a réduit ses nouveaux emprunts de 15,4 à 10,5 pourcent du PIB. La dette nationale a malgré tout atteint 142 pourcent du PIB car l'économie s'est contractée de 4,3 pourcent. Actuellement, les dépenses sans intérêt du gouvernement grec sont pratiquement couvertes malgré la chute des recettes fiscales. Les agences de notation ont pourtant rétrogradé la Grèce, prétendant que l'intérêt de la dette ne pourra être payé. Athènes ne sera dès lors pas en mesure de combler le déficit de financement de 59 milliards d'euros de la Grèce en 2012 et 2013. L'avenir de la Grèce ne peut être laissé aux mains du marché des capitaux.

II. L'Europe a besoin d'un changement de cap

Le cas de la Grèce montre une fois encore que les mesures européennes de sauvetage ne fonctionnent pas si l'assainissement des budgets nationaux n'est pas aligné pas sur l'économie. Il n'y aura pas d'amélioration budgétaire sans croissance. Au contraire, le chômage et les faillites augmentent, les recettes fiscales sont en baisse (de 1,3 milliard en 2011) et la résistance bien compréhensible de la population grandit. L'Irlande et le Portugal sont face à des scénarios semblables : une dette croissante correspond à la courbe d'une sévère austérité. Plus d'aides et encore plus de restrictions suivent la dette. La spirale négative est à l'œuvre. Et, comme d'habitude, ce sont les travailleurs qui paient le plus lourd tribut à un tel développement. Il faut empêcher cela.

Une aide nouvelle accompagnée de conditions rigoureuses pour la Grèce échouera une fois encore. La Grèce a besoin de prêts à plus long terme et à taux réduits sans autres restrictions qui se traduisent par

des coupes sociales et entravent la croissance. Pour sortir de la crise, l'Europe doit aider les pays en difficulté comme la Grèce au moyen d'un programme d'investissement et de développement ambitieux afin de générer croissance et emploi et ainsi produire revenus et recettes fiscales. S'en tenir à un plan unilatéral d'austérité reviendrait à accepter l'effondrement de la zone euro.

Lors de leur réunion des 16 et 17 mai, les Ministres des finances de la zone euro et le Conseil ECOFIN détermineront une orientation politique importante. L'intention est d'adopter un mandat pour les négociations avec le Parlement européen sur le paquet sur la gouvernance économique. Le vote à la Commission ECON du Parlement européen a apporté quelques améliorations mais également un durcissement des propositions. Les graves inquiétudes exprimées par les syndicats demeurent. La CES n'acceptera jamais d'interventions directes ou indirectes dans les salaires, l'autonomie des négociations collectives ou les systèmes nationaux de formation des salaires :

Les coûts de main-d'œuvre directs et indirects ne sont pas de la compétence de la Commission et du Conseil, déterminer les objectifs salariaux et adapter les mécanismes de formation des salaires est notre affaire, pas celle des responsables politiques européens.

III. Dès lors, le Congrès de la CES demande d'urgence au Conseil ECOFIN de prendre les mesures immédiates suivantes :

- Les prêts à la Grèce et aux autres pays déficitaires devront être accordés à taux réduits, n'excédant pas ceux auxquels les banques se refinancent elles-mêmes auprès de la BCE, et leur durée doit être prolongée.
- L'aide financière aux pays déficitaires ne doit pas faire obstacle à la croissance ni être liée à des mesures d'austérité antisociales qui aggraveraient encore la spirale négative. Il faut donc mettre immédiatement fin aux privatisations et aux diktats unilatéraux à l'égard de la Grèce et des autres pays déficitaires qui ne font qu'exacerber la situation dans la zone euro.
- Favoriser une stratégie d'investissements publics permettant à l'Europe de sortir de ses dettes et de ses déficits.
- Permettre que les déficits soient pris en compte sur une période plus réaliste et plus longue : pour éviter la stagnation économique, l'objectif de 3 pourcent du déficit devrait seulement être atteint à l'horizon 2016-2017.
- L'intégration d'une politique d'investissement contraignante pour la croissance et l'emploi dans le paquet sur la gouvernance économique européenne : cap sur une politique économique anticyclique.
- La reconnaissance de l'autonomie des partenaires sociaux et le rejet de la compétence des responsables politiques européens en matière de salaires : pas d'interventions directes ou indirectes dans les salaires, l'autonomie des négociations collectives ou les systèmes de formation des salaires, pas d'objectifs salariaux européens restrictifs ; intégration de clauses de sauvegarde dans le paquet sur la gouvernance économique européenne.
- Le rétablissement du principe du vote à la majorité qualifiée ordinaire (et non inversée) pour décider qu'un pays est en situation de déséquilibres « excessifs ».

- L'inclusion de modalités spécifiques excluant les recommandations en matière de salaires dans le régime de sanctions.
- IV. Les délégués au 12^{ème} Congrès de la CES expriment leur entière solidarité et leur soutien aux travailleurs et au mouvement syndical en Grèce et dans les autres pays sévèrement mis à l'épreuve par les différentes mesures d'austérité.**